

La gauche, comment sortir de l'impasse ?

Le débat organisé par « Le Monde », lundi 3 décembre, à l'invitation du Théâtre du Rond-Point, a permis à Ségolène Royal et à plusieurs responsables de la gauche de s'interroger sur leur avenir



Ségolène Royal « Toute ma place au premier rang »

Vous semblez avoir échappé à la dépression post-défaite qui a touché tous les candidats battus au second tour de l'élection présidentielle. Comment avez-vous fait ?

Ségolène Royal – Oui, c'est vrai. J'ai senti cela dès le soir du second tour. Malgré la défaite, je suis restée debout. Je n'ai pas pensé à moi-même, mais à tous les électeurs qui ont été déçus, parfois désespérés de ce résultat. Je me suis dit que, pour eux, Ségolène Royal n'existait pas, c'était la candidate qui était là qui avait incarné quelque chose et qui devait rester forte. Rester forte. D'une certaine façon, la fierté de cette campagne, j'ai continué à la porter après la campagne parce que quelque chose s'est levé, une espérance qui ne s'arrêtera pas.

Votre livre est intitulé « Ma plus belle histoire, c'est vous ». C'est une conception romanesque de la politique ?

Non. C'est la traduction de la démarche participative que j'ai engagée. Aujourd'hui, on ne peut pas faire de la politique sans y associer les Français. Même si cette démarche a eu du mal à embrayer sur la seconde étape, celle des propositions, et c'est sans doute un des points faibles de la campagne. Mais, plus que jamais, la politique est une belle histoire dont les citoyens sont les premiers acteurs.

Le mot subliminal de votre titre, c'est le mot amour. On imagine déjà vos détracteurs s'agacer de voir à nouveau la ferveur qui a entouré votre campagne l'emporter sur la rationalité politique...

Tant mieux. La rationalité est largement répartie, la ferveur, ça n'est pas donné à tout le monde. Je crois que c'était un atout... Regardez ce qui se passe aujourd'hui en France, les gens ne s'aiment pas. Il y a une forme d'exercice du pouvoir qui consiste à rendre jaloux les uns des autres, à les dresser les uns contre les autres, ceux qui ont droit aux heures supplémentaires et ceux qui n'y ont pas droit, ceux qui sont méritants et ceux qui ne le sont pas, ceux qui se lèvent tôt et ceux qui travaillent tard... J'avais dit dans ma campagne que cela aiguiserait les tensions et les violences. C'est bien ce qui est en train de se passer, en particulier dans les banlieues, où rien n'a été fait depuis l'élection présidentielle.

Quelles sont, à vos yeux, les principales causes de votre défaite ?

Le manque de discipline, au bon sens du terme. Le manque de discipline dans mon camp, alors que j'avais été désignée par 60 % des adhérents. Cette règle commune aurait dû s'imposer à tous. Le manque de discipline aussi dans l'adhésion aux

idées neuves que j'ai portées, d'évolutions profondes de la société française que j'avais comprises. Non pas moi toute seule, mais en écoutant les forces démocratiques, les experts, les sociologues, avec aussi mon expérience d'élue depuis plus de vingt ans. Je voyais bien les choses monter dans le pays. La démocratie participative nous a beaucoup appris sur un certain nombre de réalités qui n'ont pas suffisamment été prises en compte dans la campagne parce qu'elles heurtaient un certain nombre de dogmes socialistes. En particulier la question centrale selon laquelle la gauche, aujourd'hui, a la responsabilité de mettre en place les sécurités collectives qui permettent les choix individuels et les réussites individuelles. La gauche a toujours eu du mal à faire cette réconciliation. Et plus que jamais, c'est la gauche qui peut le permettre. C'est en sécurisant les gens, en luttant contre toutes les formes de désordre qu'on permet ensuite à un pays de se projeter dans l'avenir et aux citoyens de prendre des risques, et donc d'être créatifs et de relancer la croissance économique.

Vous n'aviez donc pas, et le PS non plus, une vision claire de l'état de la France, de ses attentes ?

Globalement, il y a eu peut-être un manque d'attention apportée aux mutations. Il y a eu aussi des synthèses un peu artificielles lors des congrès du Parti socialiste, parfois la crainte de trancher un certain nombre de questions qui fâchaient, le traumatisme lié au référendum européen qui avait divisé les socialistes. Bref, une certaine frilosité pour aborder des questions sur lesquelles nous n'étions pas forcément d'accord, mais qui, avec un travail approfondi, auraient permis de faire émerger des choix collectifs. Je pense à la question de l'identité nationale, aux questions liées à la sécurité, au débat sur la liberté de choix de l'école par les familles, à la question de la valeur travail. Autant de valeurs fondamentales que les socialistes ont trop longtemps laissées à la droite. Ce travail a été entamé pendant la campagne présidentielle. Nous devons le poursuivre.

La difficulté d'être femme en politique, à ce niveau, reste-t-elle l'une des explications centrales des réticences à l'égard de votre candidature ?

Oui, c'était une révolution. Il y a eu un procès lancinant en incompétence. C'est typiquement le procès que l'on fait aux femmes. En clair, il y a en politique des sujets de filles et des sujets de garçons. Les sujets de filles sont forcément secondaires : l'éducation, l'environnement, le social, le handicap, la famille. Tout ce qui passionne les Français et qui fait l'essen-

tiel de leur vie quotidienne, car ce sont les domaines où ils mesurent le progrès social dont ils peuvent bénéficier. Et puis vous avez les sujets de garçons : l'économie et l'international. Forcément, une fille est incompétente sur les sujets de garçons. Eh bien, je revendique le fait que ces sujets de garçons – l'économie et l'international – sont des sujets très importants, dans lesquels j'ai aussi une compétence, sans doute à améliorer, ce à quoi je m'emploie. Car l'économie et l'international sont quand même au service du progrès social, du progrès éducatif, de la lutte contre les inégalités, de la remise en avant du facteur humain. Je revendique le droit pour les femmes à avoir cette double compétence, même si – je n'en disconviens pas – sur un certain nombre de sujets, comme les retraites ou le financement de la Sécurité sociale, je n'avais pas toutes les réponses.

Vous avez manqué de temps ?

Bien sûr. L'année qui a été prise pour le combat interne au Parti socialiste a manqué pour se rassembler au sein du Parti socialiste, pour commencer les convergences avec les autres forces de gauche démocratiques et de progrès dans le pays. Et aussi pour recaler un programme présidentiel à partir du projet du Parti socialiste.

En quoi cette campagne a-t-elle modifié votre analyse de la situation du pays ?

Je retiendrai surtout, au contact des centaines de milliers de Français, leur soif démocratique. Les Français veulent profondément que le pays se réforme, bouge. On dit, à tort, que les Français n'aiment pas les réformes. En réalité, ils veulent en comprendre la cohérence et avoir la garantie de la justice de ces réformes. Ce qui m'a frappé, c'est le sentiment d'un immense gaspillage de talents, d'énergie et d'imagination. Nous sommes dans une société qui n'est pas mise en mouvement et les choses s'aggravent aujourd'hui avec ce pouvoir personnel qui pense qu'il peut concevoir tout seul ce qui est bon pour la société. Je crois, au contraire, qu'un Etat et les pouvoirs publics sont là pour faire levier dans la société et mettre ses forces en mouvement.

Votre livre en témoigne : le désir d'avenir de Ségolène Royal est intact...

J'ai fait cet exercice qui n'était pas facile : faire le bilan de la campagne. Je veux que les leçons soient tirées pour les prochaines échéances, quel que soit le candidat. Ma détermination est totale, forte, passionnée, à m'engager dans ce qu'il est convenu d'appeler la rénovation de la gauche. Forte de cette expérience que je viens de vivre, je serai, d'une façon ou d'une autre, au premier rang de cette bataille et de cet effort.

Faut-il, pour gagner, que le PS change de nature, de projet, de fonctionnement ?

Il faut que le parti devienne attractif, qu'il attire de nouveau vers lui les mouvements, les forces intellectuelles et sociales du pays. Nous devons réussir à accomplir un dépassement de nous-mêmes et faire en sorte que les autres forces de gauche, y compris les forces de centre et de centre gauche, viennent vers nous. Je conçois les alliances futures non pas comme des alliances entre appareils, je ne conçois pas la rénovation et la modernisation du PS comme un dérapage

«

Forte de l'expérience que je viens de vivre, ma détermination est totale, forte, passionnée, à m'engager dans ce qu'il est convenu d'appeler la rénovation de la gauche

»

ge vers la droite ou vers je ne sais quelle social-démocratie...

Le mot vous paraît obsolète ?

Oui, obsolète et très connoté comme un déplacement à droite, comme s'il y avait une gauche inefficace et une gauche efficace qui serait plus à droite que celle qui est plus à gauche. Je ne crois pas du tout à cela. Je pense qu'il faut capter le meilleur dans tous les courants de pensée. On a beaucoup parlé de la main tendue à François Bayrou. C'est oublier que j'avais aussi confié une mission à José Bové sur la réforme de l'aide au développement. L'altermondialisme doit converger vers nous. Quant à l'extrême gauche, sa radicalité est nécessaire sur certains sujets, mais pas tous. Dans d'autres domaines, au contraire, il va falloir nouer des compromis sociaux pour que les réformes se fassent sans que les lois du libéralisme sauvage l'emportent.

Sur quel sujet la radicalité est-elle la bonne réponse ?

Pour la défense de la protection sociale et dans la lutte contre les franchises médicales. Nous ne devons absolument pas laisser faire le démantèlement de la protection sociale. Il faut également défendre de manière radicale les services publics, leur raison d'être, leur gratuité. Il en est de même pour résoudre le problème des banlieues et vraiment mettre en mouvement cette France métissée que j'ai évoquée et qui, parfois, a été mal comprise par un certain nombre de Français qui ont eu peur pour l'identité nationale.

Vous sentez-vous plus proche des idées de François Bayrou ou de celles d'Olivier Besancenot ?

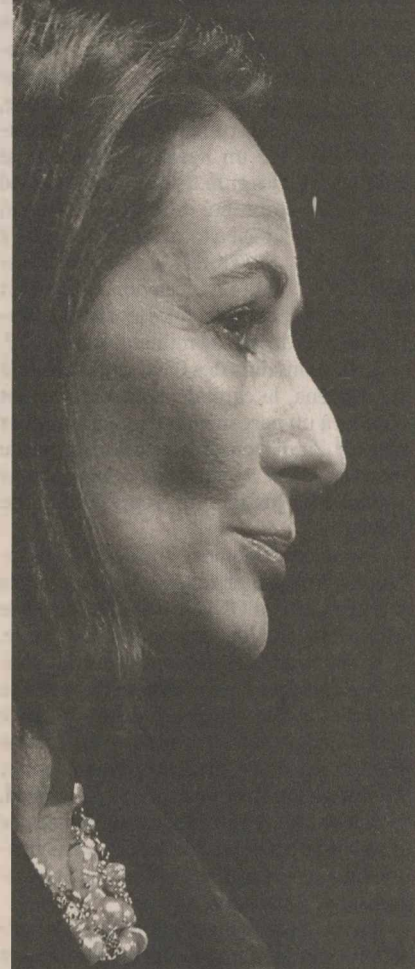
Je ne fais pas de choix. C'est un dépassement dans le respect des identités de chacun de ces mouvements politiques. Le Parti socialiste peut redevenir une force centrale qui s'assume en tant que force centrale à gauche, capable d'associer ces différents courants. Je me reconnais dans les propos de François Bayrou sur l'impartialité de l'Etat et sur la droite, mais pas quand il en rabat sur la question des services publics. Je me reconnais dans Olivier Besancenot quand il demande la radicalité sur un certain nombre de sujets, mais pas quand il dit qu'il faut un mouvement social sur tous les sujets.

Avez-vous l'intention de prendre la direction du PS ?

Je vous confirme ma principale motivation : prendre, aujourd'hui, toute ma place au premier rang – mais il y a plusieurs personnes sur un premier rang. Tout ce qui a été débattu durant la campagne est une base extrêmement riche à partir de laquelle nous devons continuer à travailler. Ensuite, on verra le moment venu. Mais je ne veux pas que les socialistes restent sur cette défaite.

Ni vous ?

Ni moi. Je pense que nous sommes plus capables que la droite d'accompagner la mutation du monde et de réformer la société française sans brutalité. On peut faire l'alliance entre les générations. L'un de mes plus profonds regrets dans ce résultat, c'est de ne pas avoir su convaincre les personnes âgées. Je suis convaincue que la France ne peut avancer que si nous arrivons à réconcilier les générations. Ce travail au long cours auprès de nos anciens, j'ai bien l'intention de le conduire et de le gagner. ■





Le Parti socialiste entre Bayrou et Besancenot

Le 22 avril 2007, la gauche est à son étiage le plus bas depuis quarante ans. Comment en est-elle arrivée là ? Comment en sortir ?

François Rebsamen : La gauche est effectivement à un niveau très bas et il a fallu tout le talent de rassemblement de Ségolène Royal pour lui permettre d'être présente au second tour. Plusieurs raisons à cela. D'abord, les valeurs traditionnelles de la gauche ne sont plus défendues avec fierté, parce que ceux qui les portent sont coupés de la réalité. Deuxièmement, le PS n'est pas sorti de l'ambiguïté de la chute du mur de Berlin.

Nous hésitons encore en permanence entre la reconnaissance de l'économie de marché et le vieux recours aux moyens d'intervention de l'Etat sur l'économie. Nous n'avons pas défini l'économie sociale de marché qui nous sert de référence. Cette ambiguïté majeure nous empêche de prendre en compte le réel et les problèmes des Français, notamment des milieux populaires. C'est tout aussi évident sur les problèmes de sécurité. Il est donc indispensable de repartir du réel pour refonder notre identité, la porter haut et ne pas nous laisser déborder par les gauchistes qui, quand on est au pouvoir, en veulent toujours plus.

Alain Krivine : Puisque j'ai accepté ce débat avec des dirigeants socialistes, je précise tout de suite que, pour moi, l'adversaire n'est pas le PS mais Sarkozy, la droite et le Medef. Si aujourd'hui on a des désaccords, c'est sur la façon de combattre Sarkozy, la droite et le Medef. Pour la grande masse des gens, il y a aujourd'hui un brouillard total : ils ne voient plus la différence entre la gauche et la droite. D'ailleurs, les millions de gens qui votent pour le PS ne le font pas ou plus par adhésion, mais d'abord pour battre la droite. Très franchement, qu'est-ce qui oppose aujourd'hui le PS à Nicolas Sarkozy ? Est-ce un débat de fond ou un débat de forme ? On voit le résultat : il y a un dégradé - ce n'est qu'un dégradé - entre les positions de François Hollande, par exemple, et celles de Jean-Marie Bockel [secrétaire d'Etat chargé de la francophonie et de la coopération] et Bernard Kouchner qui sont entrés au gouvernement.

Enfin, on est pris dans un bouleversement de toute la gauche européenne. Avant la mondialisation, les sociaux-démocrates pouvaient faire des réformes, petites certes, mais des réformes. Avec la mondialisation capitaliste et la pression de la concurrence, les patrons ne laissent quasiment plus de miettes. Du coup, les sociaux-démocrates se sont totalement adaptés au

libéralisme. Cela a commencé avec les Blair ou Schröder. A cet égard, le Parti socialiste français a pris du retard. Mais il est en train de le rattraper. C'est inquiétant et cela explique le développement d'un nouveau mouvement social et d'une gauche radicale.

Manuel Valls : C'est vrai : la crise d'identité de la gauche française est aussi celle d'une partie de la gauche européenne. Je crois profondément que notre démocratie, notre pays, les Français, notamment les plus modestes, ont besoin de la gauche. Je suis l'élu d'une des circonscriptions les plus populaires de ce pays [l'Essonne] et n'ai, sur ce point, aucune leçon à recevoir. Mais paradoxalement, ce que nous arrivons à faire sur le terrain, la synthèse entre les couches moyennes qui vont de l'avant et tous ceux qui sont en dehors de la société, nous n'arrivons plus à le reproduire au plan national.

Les raisons de la défaite de 2007 sont profondes. Nous n'avons pas suffisamment analysé les impacts de la mondialisation avec ses effets positifs, mais aussi ses effets dévastateurs qui, notamment, brisent l'Etat-providence sur lequel la gauche s'est construite depuis un siècle. Notre crise d'identité vient de là. Et puis il y a une montée de l'individualisme, qui nous a beaucoup désarçonnés au cours de ces dernières années car elle mettait en porte-à-faux notre projet collectif. C'est sur ces questions-là que j'ai envie de reconstruire la gauche, car son rôle est de redonner de l'espoir. Notre responsabilité, c'est de faire en sorte, comme Ségolène l'a fait

pendant la campagne présidentielle, de réinventer un espoir. Mais en sortant des ambiguïtés : je ne veux pas que le PS vive avec un surmoi marxiste. Ce qu'il a vécu pendant quarante ans avec le Parti communiste, je ne veux pas qu'il le revive avec l'extrême gauche.

Zaki Laïdi : La question du rapport au réel est récurrente, après chaque défaite électorale. On ne peut y répondre sans revenir sur l'histoire du PS. Ce parti a toujours été un parti d'élus, jamais un parti de masse ni un parti ouvrier. Cette difficulté historique, il l'a compensée par une suridéologisation de ses débats et de son identité. Il y a eu, en gros, la période où le socialisme démocratique a cherché à justifier la rupture de Tours. Puis une deuxième phase où il a cherché à effacer Tours pour construire une logique d'alliance dont François Mitterrand eut l'intelligence de comprendre qu'elle devait associer les communistes pour permettre à la gauche de gagner. C'était le moment d'Epainay ; il est arrivé à son terme.

Aujourd'hui, l'enjeu pour le PS est de s'assumer pleinement comme le parti hégémonique de toute la gauche. Il n'a ni à en rougir ni à en avoir peur. La gauche est entrée dans une ère post-idéologique. Je ne considère pas comme une régression cette espèce de dégradé qu'a décrit Alain Krivine. Il n'y a pas d'écart absolu entre la droite et la gauche. Le point essentiel, c'est le rapport à l'avenir. La gauche s'est construite sur ce que j'ai appelé le pessimisme social, c'est-à-dire sur l'idée que le monde allait mal et qu'il irait de plus en plus mal. Cette vision réparatrice de l'ordre social a conduit la gauche au désastre. Car les gens ont besoin d'une espérance qu'ils ne trouvent plus dans la révolution. Il faut dire qu'il y a des chemins possibles.

Henri Weber : En apparence, en effet, la situation du PS est préoccupante. Mais c'est aussi la première fois dans son histoire qu'il a la possibilité d'occuper à lui seul l'ensemble de l'espace politique à gauche, des altermondialistes aux chrétiens, hors l'extrême gauche anticapitaliste qui n'en sera pas puisqu'elle est anticapitaliste. Pour cela, nous devons devenir, nous pouvons devenir un parti à 35 %, comme dans la plupart des pays d'Europe. La question des alliances, des gradations se posera alors différemment.

Ci-dessus, de gauche à droite : Alain Krivine, porte-parole de la LCR ; Zaki Laïdi, directeur de recherche à Science Po ; François Rebsamen, numéro 2 du PS et maire de Dijon ; Brice Teinturier, TNS Sofres ; Gérard Courtois, « Le Monde » ; Manuel Valls, député et maire PS d'Evry ; Bruno Julliard, président de l'UNEF ; Henri Weber, député européen socialiste. En bas à gauche, Ségolène Royal.

MARC CHAUMEIL POUR « LE MONDE »

Pour cela, il faut prendre au sérieux le travail de rénovation et de reconstruction. Sur le terrain des idées, la question n'est pas de savoir si nous sommes pour ou contre l'économie de marché, cela fait un moment que cette question est réglée ; mais de savoir si nous sommes plutôt inspirés par les modèles scandinaves ou par les modèles anglo-saxons. Ce n'est pas vrai qu'il n'y a pas d'espace pour le réformisme. Nous avons appris au XX^e siècle à humaniser un capitalisme industriel national. Nous sommes aujourd'hui confrontés à un capitalisme mondialisé et financiarisé. Nous ne savons pas le maîtriser, mais nous devons apprendre à le faire. Ce n'est pas impossible.

Bruno Julliard : Les interventions d'Alain Krivine et de Manuel Valls esquissent un divorce par consentement mutuel entre une gauche responsable et une extrême gauche radicale. Si ce divorce devenait une réalité, ce serait une catastrophe au regard des aspirations de centaines de milliers de jeunes. L'autre catastrophe, celle-là immédiate, c'est l'absence de la gauche aujourd'hui et le fait qu'elle soit inaudible. Lorsqu'on doit mener des batailles syndicales, comme celle des étudiants, et qu'il n'y a pas une gauche capable de structurer fortement les débats politiques, c'est un frein puissant pour les mouvements sociaux.

La gauche n'arrive plus globalement à parler aux jeunes. Ma génération pense majoritairement qu'elle vivra moins bien que les générations précédentes et que l'ascension sociale ne sera pas un rendez-vous. Il est impensable que les jeunes,

notamment ceux des banlieues, ne sachent pas ce que veut et ce que propose la gauche pour sortir de cette situation.

Alain Krivine : J'entends que vous voulez rénover le PS et je m'en félicite. C'est votre boulot. Mais le problème c'est : pour faire quoi ? Quand j'entends dire que rénover le PS, c'est enfin accepter les lois du marché comme si c'était acquis, eh bien non ! Pour moi, c'est peut être très « archéo » mais ce n'est pas acquis. Je pense qu'on ne peut pas civiliser le capitalisme. Quel but on se donne ? Est-ce que oui ou non on pense qu'on vit aujourd'hui dans une société qui a des formes de barbarie et où le droit au travail, le droit à la santé, le droit au logement sont remis en cause ? 7 millions de personnes pauvres en dessous de 650 euros par mois, 3 millions de personnes mal logées ou certains sans logis... Voilà le climat dans lequel on est aujourd'hui.

D'où la première question que je vous pose : peut-on résorber cela par des mesures concrètes qui impliquent une nouvelle répartition des richesses ? La deuxième question est celle des moyens : toutes les grandes réformes en France, celles du Front populaire, celles de la Libération, celles de 68, la victoire sur le CPE, ne sont jamais venues directement des parlementaires. C'est parce que des millions de gens sont descendus dans la rue, ont fait la grève générale, vous ont botté les fesses. Répondez à ces questions.

François Rebsamen : Partons du réel. Pour donner plus à l'éducation, par où tout commence, pour donner plus pour réduire les inégalités, les socialistes doivent s'emparer du problème de la production de richesse. Tant que nous resterons uniquement des distributeurs de richesses, nous n'arriverons pas à convaincre les Français. Quand on annonce toujours plus, les gens n'y croient plus. Toujours plus de social ? Ils entendent toujours plus de fiscal. Car ils savent très bien qu'à un moment ça se termine comme ça. Il faut avancer sur la base d'un compromis social qui permette de créer des richesses et de mieux les distribuer ensuite. Ce socialisme de la production est à créer, à inventer, à imaginer ensemble.

Manuel Valls : C'est sympa d'avoir des débats idéologiques. Mais quand vient la question des outils, il faut avoir des réponses très concrètes, sur des sujets qui ne sont pas marrants : le rôle de l'Etat, les services publics, la Sécurité sociale qu'il faut défendre et moderniser, la fiscalité locale qui est la plus injuste qui soit, etc. Un seul exemple, majeur : la question de l'éducation : je plaide depuis des années pour qu'on apporte des solutions dans les quartiers les plus difficiles où existe un échec scolaire massif. Cela suppose qu'on y mette beaucoup plus de moyens, les enseignants les plus formés et donc les mieux payés. Cela veut dire que là aussi il va falloir une discussion, parfois une confrontation avec les syndicats d'enseignants pour changer les méthodes de recrutement, de formation, de rémunération.

Il faut partir de la réalité et non de l'incantation, qui est le mal profond de la gauche française. Il faut des outils démocratiques, réalistes, une capacité à changer la vie quotidienne de nos concitoyens. Alors on retrouvera l'audience des Français. C'est en gouvernant qu'on change la vie, pas en proclamant. ■

La question des alliances est posée

BRICE TEINTURIER, directeur général adjoint de TNS Sofres, a fixé des repères sur l'état de la gauche française. La baisse de la gauche (de l'extrême gauche au centre gauche) est patente depuis dix-huit ans : en 1974, 1981 et 1988, elle rassemblait plus de 45 % des suffrages au premier tour de la présidentielle. Elle est tombée autour de 37 % en 1995 et 2002 et à 35 % en 2007 (36,5 % avec les écologistes).

Le Parti socialiste est la composante élastique de cet ensemble. Il pesait 55 % des voix de gauche au premier tour de la présidentielle (en 1981) et jusqu'à 75 % comme en 2007, 2002 étant une exception avec 42 % des voix de gauche pour le candidat Jospin. C'est la variation du score du PS qui fait ou non monter l'ensem-

ble du bloc de gauche. En effet, le PC n'existe plus électoralement (1,3 % pour M^{me} Buffet en 2007 contre 15,3 % pour Georges Marchais en 1981). Il en est de même pour les Verts. L'extrême gauche, elle, reste divisée et relativement faible : après le pic de 2002 (un peu plus de 10 %), ses trois candidats ont obtenu 7 % en 2007. Le succès de la gauche entière repose donc sur le PS. Du coup, la gauche ne peut plus prétendre revenir au pouvoir avec les alliances qui étaient celles du « cycle d'Epainay ». La question du dépassement de ces clivages traditionnels est donc posée.

Enfin, la gauche et le PS sont en décalage avec les aspirations et les préoccupations des Français. Le clivage gauche-droi-

te s'est considérablement déplacé. Dans les années 1980, il portait essentiellement sur les questions économiques et sociales. Il joue moins aujourd'hui sur cette question parce que seule une petite minorité d'électeurs de gauche, au sens large, critique radicalement le libéralisme. Or le PS s'est plutôt installé dans une position critique à l'égard de la mondialisation. En cela, il a répondu aux angoisses des Français mais a adopté une position défensive qui n'est pas de nature à susciter une espérance et une transformation. Sur le clivage économique et social, c'est la droite, et Nicolas Sarkozy en particulier, qui a pris l'avantage, tandis qu'elle maintient son avantage sur des sujets de société comme la sécurité ou l'individualisme. ■